



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

**Revue de presse
23 au 29 mars 2019**

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I COI et ses Projets

- 1.1 Economie bleue.....3**
- Lancement de La Semaine de l'Economie Bleue du 25 au 28 Mars 2019
 - Projet "Océan Métiss" : la Semaine de l'Economie Bleue est lancée
 - Semaine de l'économie bleue du 25 au 28 mars 2019
- 1.2 Sécurité alimentaire.....13**
- Un nouveau programme pour augmenter la production agricole aux Seychelles
 - AO backs IOC food security initiative
- 1.3 Connectivité numérique.....19**
- Le câble METISS en service en mars 2020
- 1.4 Changement climatique.....20**
- Philippe Boullé: «Le changement climatique engendrera des cyclones plus intenses»

II Centres d'intérêts

- 2.1 Tourisme.....23**
- Le tourisme réunionnais en progression en 2018
- 2.2 Economie bleue.....25**
- 2^e salon de la Mer : l'économie bleue en exergue

25 mars 2019

<https://www.regionreunion.com/actualite/toute-l-actualite/article/lancement-de->

Lancement de La Semaine de l'Economie Bleue du 25 au 28 Mars 2019



25 mars 2019

Pour développer les richesses de nos océans

Ce lundi 25 mars, au Moca, a eu lieu le lancement de La Semaine de l'Economie Bleue en présence du Président de Région, Didier Robert, du Préfet de la Réunion, Amaury de St Quentin, du Président de l'Université de La Réunion, Frédéric Miranville, ainsi que du Secrétaire Général de la **Commission de l'Océan Indien**, Hamada Madi Boléro.



La Semaine de l'Économie Bleue est la continuité des efforts consentis par La Région pour développer le secteur maritime et

fait partie du plan d'actions du Projet « Océan Métiss » lancé en Mars 2018.

Pour rappel, l'économie bleue constitue un axe de développement naturel pour une économie insulaire comme La Réunion. Au-delà des potentiels et des spécificités propres au territoire, cette thématique s'intègre également dans les stratégies régionales européennes et françaises de croissance bleue, où la mer et le littoral deviennent des moteurs de l'économie. Comme les autres bassins européens, il devient nécessaire de planifier l'utilisation durable de l'espace maritime et de ses ressources dans le contexte du bassin indianocéanique.

OCEAN METISS, avec le concours financier de l'Union Européenne, la Région Réunion et de l'État français, vise à définir une stratégie bleue pour la Réunion en association avec le bassin de l'Océan Indien occidental. Ce projet innovant contribue au développement attendu de la Planification Spatial Maritime intégrée du Bassin Sud-Ouest de la Zone Océan Indien

Le projet a plusieurs missions :

- Mettre en oeuvre une méthodologie innovante de planification spatiale marine
- Développer le partage d'expertise internationale sur le thème de l'économie bleue
- Mutualiser les ressources humaines scientifiques et techniques
- Développer les compétences et les formations aux métiers liés à la mer
- Assurer la durabilité des soutiens structurels à la croissance bleue.

Le projet Océan Métiss met en oeuvre un processus de la planification spatiale marine participative associant les parties prenantes. Cette approche vise à créer un cadre de décision transparent, orienté vers la durabilité et fondé sur les connaissances du milieu.

A cet effet, le projet adopte une approche multi-échelle depuis le littoral de La Réunion vers le large en prenant en compte des dynamiques sur l'ensemble du bassin indianocéanique.

Les réalisations principales et les impacts attendus du projet sont :

- Un état des lieux écosystémique, social et économique du littoral et de la mer
- Une évaluation des potentiels d'une zone maritime étendue permettant de relancer le développement économique tout en préservant la biodiversité.
- Un nouvel outil de planification spatiale maritime pour orienter et coordonner les politiques publiques de gestion de la mer et des

ressources

➤ Un plan maritime stratégique (spatialisé) développé avec les parties prenantes

La Semaine de l'Économie Bleue est ainsi le rendez-vous des professionnels de l'Économie Bleue venus des quatre coins du monde (États Unis, Brésil, Australie, Afrique du Sud, Suède, Seychelles, Madagascar, Kenya etc..) pour échanger et partager sur les défis et perspectives de l'Économie Durable dans l'Océan Indien, sur la gouvernance des Océans en prenant en compte les évolutions du cadre européen, les différentes planifications spatiales maritimes existantes et du projet de MSP du bassin sud-ouest de l'Océan Indien « Océan Métiss », sur les croisières, sur l'attractivité des métiers de la Mer, ainsi que sur l'innovation dans l'Économie Bleue.

Lors de cette première journée, ce fut aussi le lancement de l'association « L'Institut Bleu » présidée Marie-Noëlle Sinama Valliamé, qui aura pour objectif de fédérer les acteurs de l'économie maritime et pouvoir permettre à tous les professionnels de la Mer de s'exprimer d'une seule voix, grâce à un travail collaboratif de l'ARIPA et CRPME.

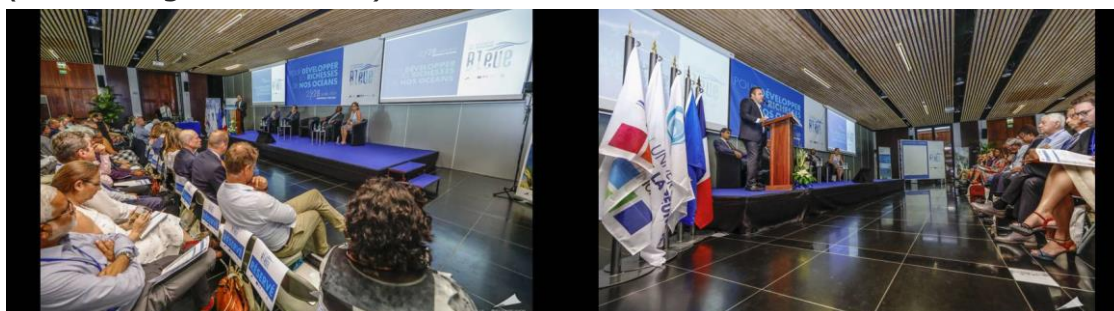
<https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2019/03/25/VIDEO-Projet->

VIDEO - Projet "Océan Métiss" : la Semaine de l'Economie Bleue est lancée



(Photo Région Réunion)

(Photo Région Réunion)



(Photo Région Réunion)

(Photo Région Réunion)

La Semaine de l'Economie Bleue a pour objectif de réunir les professionnels de l'Économie Bleue, venus des quatre coins du monde, pour échanger et partager sur les défis et perspectives de l'Économie Durable dans l'Océan Indien.

Organisée du 25 au 28 mars, la Semaine de l'Économie Bleue est la continuité des efforts consentis par La Région pour développer le secteur maritime et fait partie du plan d'actions du Projet "Océan Métiss" lancé en Mars 2018. Avec le concours financier de l'Union Européenne, la

Région Réunion et de l'État français, ce projet vise à définir une stratégie bleue pour la Réunion en association avec le bassin de l'Océan Indien occidental. *"Un projet innovant qui contribue au développement attendu de la Planification Spatial Maritime intégrée du Bassin Sud-Ouest de la Zone Océan Indien"*, précise la Région Réunion.

Ce lundi, le président de Région, Didier Robert, le préfet, Amaury de Saint-Quentin, le président de l'Université, Frédéric Miranville ainsi que Hamada Madi Boléro, secrétaire général de **la Commission de l'Océan Indien (COI)**, étaient réunis au Moca, pour le lancement de La Semaine de l'Economie Bleue.

Cette semaine permettra aux différents acteurs de travailler notamment sur la gouvernance des Océans en prenant en compte les évolution du cadre européen, les différentes planifications spatiales maritimes existantes et du projet de MSP (Maritime Spatial Planning) du bassin sud-ouest de l'Océan Indien, "Océan Métiss". Mais aussi réfléchir sur les croisières, sur l'attractivité des métiers de la Mer, ainsi que sur l'innovation dans l'Économie Bleue.

Lors de cette première journée, ce fut aussi le lancement de l'association "L'Institut Bleu" présidée Marie-Noelle Sinama Valliamé, qui aura pour objectif de fédérer les acteurs de l'économie maritime et pouvoir permettre à tous les professionnels de la Mer de s'exprimer d'une seule voix, grâce à un travail collaboratif de l'ARIPA et CRPMEM.



Qu'est-ce que l'économie bleue ?

L'économie bleue est un modèle économique conçu par l'entrepreneur belge Gunter Pauli, déjà venu à La Réunion , qui prétend "suffire aux besoins de base en valorisant ce qui est disponible localement et en s'inspirant du vivant". Ce concept se base sur les principes de l'économie circulaire et considère les déchets comme dotés de valeur. La couleur bleue renvoie ici à celle du ciel et des océans pour s'opposer à l'économie verte.

En effet, l'économie bleue constitue un axe de développement naturel pour une économie insulaire comme La Réunion. Au-delà des potentiels et des spécificités propres au territoire, cette thématique s'intègre également dans les stratégies régionales, européennes et françaises de croissance bleue, où la mer et le littoral deviennent des moteurs de l'économie.

Lancement de La Semaine de l'Economie Bleue du 25 au 28 mars 2019

Hier, lundi 25 mars, au Moca, a eu lieu le lancement de La Semaine de l'Economie Bleue en présence du Président de la Région, Didier Robert, du Préfet de la Réunion, Amaury de St Quentin, du Président de l'Université de la Réunion, Frédéric Miranville, ainsi que du Secrétaire Général de la



de

La

Commission de l'Océan Indien, Hamada Madi Boléro.

La Semaine de l'Économie Bleue est la continuité des efforts consentis par La Région pour développer le secteur maritime et fait partie du plan d'actions du Projet « Océan Métiss » lancé en Mars 2018.

Pour rappel, l'économie bleue constitue un axe de développement naturel pour une économie insulaire comme La Réunion. Au-delà des potentiels et des spécificités propres au territoire, cette thématique s'intègre également dans les stratégies régionales européennes et françaises de croissance bleue, où la mer et le littoral deviennent des moteurs de l'économie. Comme les autres bassins européens, il devient nécessaire de planifier l'utilisation durable de l'espace maritime et de ses ressources dans le contexte du bassin indianocéanique.

OCEAN METISS, avec le concours financier de l'Union Européenne, la Région Réunion et de l'État français, vise à définir une stratégie bleue pour la Réunion en association avec le bassin de l'Océan Indien occidental. Ce projet innovant contribue au développement attendu de la Planification Spatial Maritime intégrée du Bassin Sud-Ouest de la Zone Océan Indien

Le projet a plusieurs missions :

- Mettre en oeuvre une méthodologie innovante de planification spatiale marine
- Développer le partage d'expertise internationale sur le thème de l'économie bleue
- Mutualiser les ressources humaines scientifiques et techniques
- Développer les compétences et les formations aux métiers liés à la mer
- Assurer la durabilité des soutiens structurels à la croissance bleue.

Le projet Océan Métiss met en oeuvre un processus de la planification spatiale marine participative associant les parties prenantes. Cette approche vise à créer un cadre de décision transparent, orienté vers la durabilité et fondé sur les connaissances du milieu.

A cet effet, le projet adopte une approche multi-échelle depuis le littoral de La Réunion vers le large en prenant en compte des dynamiques sur l'ensemble du bassin indianocéanique.

Les réalisations principales et les impacts attendus du projet sont :

- Un état des lieux éco systémique, social et économique du littoral et de la mer
- Une évaluation des potentiels d'une zone maritime étendue permettant de relancer le développement économique tout en préservant la biodiversité.
- Un nouvel outil de planification spatiale maritime pour orienter et coordonner les politiques publiques de gestion de la mer et des ressources
- Un plan maritime stratégique (spatialisé) développé avec les parties prenantes

La Semaine de l'Economie Bleu est ainsi le rendez-vous des professionnels de l'Économie Bleue venus des quatre coins du monde (États Unis, Brésil, Australie, Afrique du Sud, Suède, Seychelles, Madagascar, Kenya etc..) pour échanger et partager sur les défis et perspectives de l'Économie Durable dans l'Océan Indien, sur la gouvernance des Océans en prenant en compte les évolution du cadre européen, les différentes planifications spatiales maritimes existantes et du projet de MSP du bassin sud-ouest de l'Océan Indien « Océan Métiss », sur les croisières, sur l'attractivité des métiers de la Mer, ainsi que sur l'innovation dans l'Économie Bleue.

Lors de cette première journée, ce fut aussi le lancement de l'association « L'Institut Bleu » présidée Marie-Noelle Sinama Valliamé, qui aura pour objectif de fédérer les acteurs de l'économie maritime et pouvoir permettre à tous les professionnels de la Mer de s'exprimer d'une seule voix, grâce à un travail collaboratif de l'ARIPA et CRPMEM.

Semaine de l'économie bleue du 25 au 28 mars 2019



Lancement de l'association L'Institut Bleu, présidée par Marie-Noëlle Sinama Valliamé. - JK Région Réunion

Le lundi 25 mars, au Moca, a eu lieu le lancement de La Semaine de l'économie bleue en présence du Président de Région, Didier Robert, du préfet de La Réunion, Amaury de St Quentin, du président de l'Université de La Réunion, Frédéric Miranville, et du secrétaire général de la **Commission de l'océan Indien**, Hamada Madi Boléro.

Des professionnels de l'économie bleue venus des quatre coins du monde (États-Unis, Brésil, Australie, Afrique du Sud, Suède, Seychelles, Madagascar, Kenya, etc.) vont échanger pendant quatre jours sur les défis et perspectives de l'économie durable dans l'océan Indien, sur la gouvernance des océans en prenant en compte les évolutions du cadre européen, les différentes planifications spatiales maritimes existantes, y compris celle du projet Océan Métiss portant sur le bassin sud-ouest de l'océan Indien.



Didier Robert, président de Région, un partenaire essentiel pour le développement de l'économie bleue. - JK Région Réunion

Au programme également, des interventions sur les croisières, sur l'attractivité des métiers de la mer, sur l'innovation dans l'économie bleue qui constitue un axe de développement naturel pour une économie insulaire comme La Réunion. Au-delà des potentiels et des spécificités propres au territoire, cette thématique s'intègre également dans les stratégies régionales européennes et françaises de croissance bleue, où la mer et le littoral deviennent des moteurs de l'économie. Comme les autres bassins européens, il devient nécessaire de planifier l'utilisation durable de l'espace maritime et de ses ressources dans le contexte du bassin indianocéanique. Cette première journée fut marquée par le lancement de l'association L'Institut Bleu, présidée Marie-Noelle Sinama Valliamé, qui aura pour objectif de fédérer les acteurs de l'économie maritime et pouvoir permettre à tous les professionnels de la mer de s'exprimer d'une seule voix.

(Source Région Réunion)

Un nouveau programme pour augmenter la production agricole aux Seychelles

By: Sharon Ernesta et Traduit par: Rudie Bastienne



Le programme soutient les projets locaux pour les opportunités locales et régionales dans le secteur agricole. (Gerard Larose, Seychelles Tourism Board)

(Seychelles News Agency) - Les Seychelles devraient augmenter la production de poulet, de porc et de 15 variétés de légumes avec l'appui d'une initiative régionale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les détails de cette initiative, le programme régional pour la sécurité alimentaire et la nutrition de la **Commission de l'océan Indien**, ou PRESAN, ont été dévoilés vendredi au ministère de la Pêche et de l'Agriculture. PRESAN bénéficie du soutien de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Antoine Moustache, secrétaire principal à l'agriculture et coordinateur de l'initiative aux Seychelles, a déclaré que le programme soutenait les projets commerciaux local pour les opportunités locales et régionales du secteur agricole.

«Nous devons voir comment nous pouvons augmenter les produits locaux. Nous allons utiliser notre plan d'agriculture complet lancé récemment pour aller de l'avant avec l'appui de PRESAN. Le plan prévoit trois objectifs spécifiques, deux pour les productions de viande - porc et poulet - et un troisième pour les autres produits agricoles », a expliqué M. Moustache.



Un élevage de volailles sur île Denis. (Seychelles Nation) Photo License: Selon M. Moustache, avec ces objectifs d'ici 2021, 50% de la viande de poulet et de porc consommés devraient être produits localement. Le plan prévoit également des possibilités d'importation et d'exportation de produits agricoles parmi les îles de l'océan Indien.

«Une fois ces objectifs atteints, nous explorerons ce que les Seychelles pourraient acheter auprès des autres îles. Le riz, par exemple, est produit à Madagascar, qui possède également les terres les plus fertiles pour l'agriculture de la région », a déclaré M. Moustache, qui a ajouté que les carottes, les oignons et le bœuf sont d'autres produits pouvant être obtenus dans la région.

PRESAN est le fruit de l'initiative de la Commission de l'océan Indien dont les États membres ont fait de la sécurité alimentaire et nutritionnelle une priorité politique. Le programme ambitieux mis au point avec l'aide de la FAO s'adresse aux producteurs, aux consommateurs, au secteur privé et plus généralement au renforcement et à l'amélioration du commerce des produits agricoles et alimentaires dans la région de l'océan Indien en réduisant les déficits commerciaux et nutritionnels.

Catherine Rakotomanga, directrice de l'unité régionale de la COI pour la sécurité alimentaire et la nutrition (COI-URSAN), créée pour faciliter la mise en œuvre du programme régional, a déclaré que PRESAN «soutient chaque pays pour assurer d'une part la sécurité alimentaire et nutritionnelle de sa population et ensuite encourage l'exportation du surplus. »

Mme. Rakotomanga, qui est basé à Madagascar, a ajouté que cela ne peut être fait qu'après "l'établissement d'une qualité de normes, la disponibilité d'infrastructures d'exportation et les accords entre les États membres".

M. Moustache a ajouté qu'avec les Seychelles - un groupe de 115 îles de l'océan Indien occidental - axé sur l'aquaculture, il était possible d'exporter des prises accessoires vers d'autres îles.

M. Moustache a déclaré qu'actuellement 60% des terres agricoles de la nation insulaire sont sous-utilisées et espère qu'avec le plan exhaustif de la nation insulaire cela permettra de remédier à cette situation.

FAO backs IOC food security initiative



Member states of the Indian Ocean Commission are expected to increase their agricultural productions and trade in these products between them with the aim to reduce food importation costs, better retain quality of food imports and boost food security in the region.

An initiative of the **Indian Ocean Commission (IOC)** for several years now but had not materialised for lack of financial support and political will, the **Programme Régional de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (Presan)** or the Regional Programme for Food Security and Nutrition is now receiving help from the Food and Agricultural Organisation (FAO).

A specialised agency of the United Nations on issues related to agriculture and food systems, the FAO is helping the IOC in the process of technical studies, formulation of various projects covered by Presan, resource mobilisation, communication and advocacy to start with. An agreement to formalise the close collaboration between the two institutions was signed in Rome, Italy in November last year.

A Regional Unit for Food and Nutrition Security or *Unité régionale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Ursan)* with diplomatic status has been set up in Antananarivo, Madagascar to manage the implementation of the FAO-supported Presan.

The unit consists of a small cadre of facilitators.

Presan will include a set of development projects for agricultural and food value chains of regional interest. It will provide for support which may be of a technical, material regulatory and or financial nature. Ongoing studies will determine the modalities for granting these support to all five IOC member countries more particularly for the private sector.

To start the programme each country has set up a National Technical Monitoring Committee (NTSC) of Presan.

Seychelles' NTSC is chaired by the focal person for Presan, Antoine Marie Moustache who is also the principal secretary for agriculture. The committee held its first meeting on Friday and its aim was to develop working methodologies to ensure Seychelles' interest and that of the region in the realisation of the programme.

The NTSC meeting was attended by a visiting mission from Ursan led by its director Catherine Rakotomanga.

Meeting the local press on Friday afternoon to give more details on the Presan initiative and effort underway locally and regionally to start the programme here, Mr Moustache stressed that it is a great opportunity for Seychelles to improve nutrition available for the population through access to better agricultural produce and products in the regional proximity market.

"Presan will help Seychelles increase its local agricultural production and we will be using the comprehensive plan for agriculture to move forward," Mr Moustache said.

He went on to add that local producers can also explore market possibility for their products in the region first before moving to other far away markets.



Furthermore, Mr Moustache explained that the biggest constraints that have prevented agricultural development and exports between IOC member states and sister countries is the high level of mistrust, especially with regard to phytosanitary measures and certification. He added that Presan will provide the necessary framework for **IOC countries** to interact and do business together.

Ms Rakotomanga said Ursan is conducting a fact-finding mission to all IOC member states starting with Seychelles to officialise their NTSC, assess and determine each country's needs in terms of technology, food importation needs, market access for their produce and products, finding trade partners among other issues.

Mr Moustache said all challenging issues being faced by the local agricultural production sector have been detailed and noted by the mission.

"A platform will be set up where the different focal persons will meet to discuss issues and exchange information as the programme takes shape in the different countries," Mr Moustache explained.

During its visit here, the mission led by Mr Moustache held talks with the Minister for Agriculture and Fisheries Charles Bastienne, the chairperson and members of the Seychelles Chamber of Commerce and Industry among other concerned stakeholders.

"It is important that the government and the private sector support the programme," Ms Rakotomanga as she expressed satisfaction at their first contact with local stakeholders

CONNECTIVITE

Le câble METiss en service en mars 2020

C'EST en décembre 2019 que débute le déploiement du câble sous-marin de fibre optique METiss (MElting poT Indianoceanic Submarine System). L'entrée en service est prévue en mars 2020. C'est ce qui est indiqué dans la demande de permis *Environment Impact Assessment* (EIA) déposée par le consortium d'opérateurs privés de téléphonie qui gère ce projet.

Un permis EIA s'est avéré nécessaire car le câble sous-marin de 3 000 km passe dans la Zone économique exclusive de Maurice. D'une vitesse de connexion de 24 000 gigabits/seconde, il reliera Maurice, La Réunion et Madagascar à la côte Est de l'Afrique du Sud.

Dans le cadre de ce projet, les opérateurs privés Telma de Madagascar, CEB FiberNET et Emtel de Maurice, Canal+ Telecom, SFR et ZEOP se sont

associés, à travers la Commission de l'Océan Indien. Selon le document déposé par le consortium, le câble METiss, dont le promoteur à Maurice est Emtel, sera déployé à partir du *Beach Main Hole* (BMH) le point de départ à la plage du Goulet, à Baie-du-Tombeau, vers l'île de la Réunion. De là, il sera raccordé à Madagascar et l'Afrique du Sud.

En Afrique du Sud, c'est Liquid Telecom qui est responsable du projet. Le câble transitera pendant 538 kilomètres dans les eaux sud-africaines avant de se loger dans un BMH à l'*Amanzimtoti Pipeline Beach*, au sud de Durban, dans l'État du KwaZulu Natal. Un câble rejoindra le Durban Teraco Data Centre.

Pourquoi l'Afrique du Sud ? Le consortium souligne que la route de la communication est en Afrique du Sud, soit 80 % des contenus. Qui plus est, les transits de connexion s'y trouveront bientôt.

Philippe Boullé: «Le changement climatique engendrera des cyclones plus intenses»



Beira (Mozambique), le 19 mars 2019. Une femme, qui a dû fuir les inondations, démunie devant la catastrophe.

Le Mozambique est à terre après le passage du cyclone Idai. Le sud-ouest de l'océan Indien est-il de plus en plus à risque ?

Oui, notre région est menacée. Il faut donc que nous soyons bien conscients de l'importance du danger, et que nous prenions les mesures nécessaires pour se protéger. Il faut bien comprendre la situation. La dangerosité du changement climatique pour la Terre entière ne fait plus de doute et requiert des actions très fortes et immédiates des pouvoirs publics. Cependant, le changement climatique ne crée pas directement, par lui-même, une catastrophe naturelle : par exemple, il augmente la température des océans – c'est là son impact direct – et cette mer plus chaude va créer à son tour des cyclones plus intenses. Ces cyclones peuvent mener à une catastrophe naturelle, mais ce n'est pas inéluctable, car nous avons maintenant le moyen d'anticiper leurs capacités destructrices et de réduire leur impact humain et matériel. De grands progrès ont été faits dans ce domaine récemment par les pays membres de **la commission de l'océan Indien (COI)**. L'important, c'est de bien connaître notre ennemi pour mieux le combattre... Et d'avoir les outils nécessaires pour gagner ce combat.

Les îles que nous sommes sont-elles plus vulnérables ? Pourquoi ?

Nos îles sont particulièrement vulnérables, bien qu'elles soient si différentes. Les Seychelles, par exemple, ne connaissent pas vraiment de cyclones, mais des vents de plus de 100 km/h peuvent causer des dégâts

considérables, alors que cette force de vent n'est pas une grande menace à la Réunion ou à Maurice. Madagascar, de par sa grande superficie et sa localisation physique, se trouve régulièrement sur la trajectoire des cyclones intenses. Mais le danger demeure cependant pour toutes les îles, grandes ou petites de la région. À l'instar de la puissance destructrice des vagues et de la houle pendant les périodes cycloniques, qui menace les zones côtières.

Pour y faire face toutes les îles ont développé ces dernières années leur capacité de résilience et ont réduit leur vulnérabilité, face aux éléments. Bien que plus menacées, elles sont devenues moins fragiles que d'autres pays en cas de cyclone intense, mais il faut constamment s'assurer de la résilience de ce parc immobilier qui ne cesse de grandir. Tout nouvel immeuble peut devenir un risque nouveau de vulnérabilité.

Qu'a-t-on fait justement pour réduire les risques ?

Grâce à des financements externes, obtenus souvent pour la mise en œuvre du plan d'Action des Nations unies pour le développement durable des petites îles (2005), la COI a pu entreprendre plusieurs projets, en particulier le Projet ISLANDS, pour développer soit au niveau régional soit au niveau de chacun de ses membres, la capacité institutionnelle et opérationnelle de protection de leurs économies et de leurs populations contre les dégâts causés par les catastrophes naturelles. Le projet a permis l'apport d'une nouvelle technologie pour mieux connaître, anticiper et empêcher l'impact négatif des catastrophes. Grâce à l'appui technique et financier de l'UNISDR (*Ndlr, United Nations International Strategy for Disaster Reduction*) et de la Banque mondiale, un grand nombre de techniciens ont pu être formés aux nouvelles données tirées de la révolution numérique pour établir des bases de données fiables sur les dégâts causés par les catastrophes et également pour construire les profils de risques réalistes pour les pays membres. Une base solide a été construite contre le risque de catastrophes. Mais il reste encore beaucoup à faire pour que nous puissions efficacement protéger pleinement nos populations contre des cyclones très puissants. Ce doit être un combat de tous les instants.

L'ONU et la Banque mondiale, entre autres partenaires, convoquent une rencontre internationale à Genève en mai pour discuter des progrès accomplis...

La Plateforme globale pour la réduction des risques de catastrophes se réunit tous les deux ans pour évaluer les progrès dans la mise en œuvre de la Charte de Sendai, adoptée à la conférence internationale de 2014 au Japon. C'est une charte d'objectifs pratiques, et de moyens de mise en œuvre de ces objectifs, pour rendre plus efficaces les actions d'adaptation au changement climatique et de réduction des risques de catastrophes.

Quid de la stratégie mauricienne ?

Maurice s'est doté d'institutions nécessaires et a atteint un très bon degré de professionnalisme dans le domaine de la protection contre les cyclones et autres menaces dues au changement climatique. Mais le pays se développe et le développement équivaut à de nouvelles vulnérabilités qu'il faut donc constamment s'efforcer de réduire. Il existe en ce moment de nombreux projets en cours qui vont permettre d'affiner la stratégie de protection en utilisant les techniques les plus modernes de recherche et la mise à disposition d'outils très efficaces de réduction des risques...

Sommes-nous donc un peu plus à l'abri ?

Non, on n'est jamais à l'abri d'un événement exceptionnel qui peut venir bouleverser nos défenses et affecter considérablement notre économie. Le risque zéro n'existe pas. Le gouvernement et toute la population doivent donc travailler continuellement à maintenir notre capacité de résilience... et se doter des moyens nécessaires pour cette défense

26 mars 2019

<https://www.linfo.re/la-reunion/faits-divers/le-tourisme-reunionnais-en->

Le tourisme réunionnais en progression en 2018

Lucie Touzé



Pour la quatrième année consécutive, La Réunion affiche encore un bilan touristique en nette croissance tant au niveau de la fréquentation que des recettes liées au tourisme extérieur.

*"Pour la 4^e année consécutive et malgré une fin d'année 2018 marquée par les mouvements sociaux qui ont handicapé l'activité économique de l'île, notre destination affiche encore un **bilan touristique** en nette croissance" révèle l'IRT.*

*"Après les records établis en 2017, La Réunion maintient la croissance de sa **fréquentation touristique** au-delà de la barre symbolique du ½ million de touristes sur l'année et dépasse également les chiffres enregistrés l'année dernière en matière de dépenses touristiques".*

Malgré une fin d'année difficile, "2018 fut profitable et même historique pour le tourisme" affirme l'**Ile de La Réunion Tourisme (IRT)**.

574 000 visiteurs extérieurs accueillis en 2018

*"C'est 4,1% de plus que sur l'exercice 2017, qui avait déjà connu **une affluence inédite**".*

En 2018 : ce sont "35 navires et 39 433 croisiéristes qui ont débarqué sur l'île, des chiffres satisfaisants bien qu'en légère baisse puisque plusieurs compagnies ont été contraintes de revoir leur circuits sur les mois de novembre et décembre".

Néanmoins, "avec des recettes toujours en augmentation et s'élevant à plus de 432 millions d'euros, un nouveau record pour la destination, le secteur touristique confirme sa place prépondérante dans l'économie réunionnaise".

L'évolution de la fréquentation en détail

L'**IRT** précise que les touristes métropolitains semblent être toujours aussi attachés à notre territoire d'outre-mer puisque l'Hexagone reste le marché moteur de l'Île Intense avec 79,5 % de la fréquentation totale.

"424 868 touristes accueillis en 2018 contre 397 338 en 2017, soit une augmentation de 6,9%".

Dans le sillage de la métropole, *"ce sont nos voisins de l'Océan Indien qui restent friands de la destination Réunion. La fréquentation en provenance de la zone se maintient au-dessus des 60 000 touristes en 2018, après une augmentation spectaculaire de 46% enregistrée en 2017".*

À noter qu'au sein de cette zone Océan Indien : Maurice reste le principal marché émetteur puisqu'il représente plus de 30 000 touristes, soit 5,8% de la fréquentation totale.

"Les actions de communication et de promotion menées sur le marché européen ont aussi été fructueuses car ce bassin émetteur représente aujourd'hui 7,4% de la fréquentation totale, contre 6% en 2017. Au total, ce sont 39 664 visiteurs venus d'Europe qui ont été accueillis en 2018, c'est 4,2% de plus que l'année dernière !".

26 mars 2019

<https://www.newsmada.com/2019/03/26/2e-salon-de-la-mer-leconomie-bleue->

2e salon de la MER: l'économie bleue mise en exergue

Par Les Nouvelles sur 26/03/2019  



Organisée par l'agence Premium publicix et le Bureau de service shipping de Madagascar (BSSM), la deuxième édition du Salon de la mer du 20 au 22 juin à la Gare Soarano, aura comme thème « L'économie bleue et les objectifs de développement durable ».

Le public en général, ainsi que les investisseurs et les jeunes, en particulier seront sensibilisés sur la mer et ses étendues aquatiques, comme potentiel économique et social et un vecteur pour le développement durable. Aussi, il est question de dresser un état des lieux du secteur à Madagascar, dans la mesure où la première édition de ce salon remonte à presque deux décennies.

«70% de la surface du globe est recouverte d'eau. Les océans, les mers et les cours d'eau constituent une source de richesses essentielle qui procure des milliers de milliards de dollars de biens et services, et assure la subsistance et l'emploi des millions de personnes. Et Madagascar en tant que 4e plus grande île du monde, jouie largement aussi de ce potentiel», a indiqué, hier, Andrianirina Ralison, administrateur du salon, lors de la présentation de l'événement à la presse à Antsahavola.

Un éventail d'activités

«Le choix du thème n'est pas fortuit. L'économie bleue concerne un éventail d'activités, directes ou dérivées, qui vont de l'exploitation des ressources halieutiques à celle des ressources minières sous-marines, en passant par l'aquaculture, le tourisme balnéaire, les transports maritimes et fluviaux, la construction navale, l'énergie, la formation et la recherche scientifique...», a souligné en outre Gabriel Rasamoely du BSSM.

Et, les organisateurs ambitionnent de réunir, en un lieu, les institutions, entreprises et organismes œuvrant déjà dans le cadre de l'économie bleue. Ceci, en tenant compte de l'ODD-14 qui consiste à «Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins de développement durable».

Arh.